

Avec la mise en retrait de Raquel Garrido, crise ouverte chez les Insoumis

La députée de Seine-Saint-Denis, très critique de Jean-Luc Mélenprout et du fonctionnement de son mouvement, a été mise en retrait par la direction du groupe des députés LFI pour une durée de quatre mois. Elle n'aura plus le droit de s'exprimer au nom du groupe lors des séances de questions au gouvernement.



Rachel Garrido s'est exprimée sur Twitter au sujet de cette sanction, disant la vivre comme une «humiliation». AFP/Lou Benoist

Par [Pierre Maurer](#)

Le 7 novembre 2023 à 13h38

Raquel Garrido ne savait pas quel sort lui serait réservé. La réponse est tombée lundi soir : la direction du groupe parlementaire LFI l'a sanctionnée d'[une mise en retrait des travaux parlementaires de LFI pour quatre mois](#), après avoir auditionné la députée de Seine-Saint-Denis, comme l'avait révélé le Parisien. Concrètement, elle ne peut plus être « oratrice » pour le groupe lors des débats parlementaires, et n'est plus autorisée, pendant cette période, à poser des questions au gouvernement au nom du groupe ou à défendre des motions.

Dans un communiqué, le bureau du groupe a précisé que Raquel Garrido se serait rendue coupable « d'une accumulation d'agissements et de propos répétés qui nuisent au bon fonctionnement collectif du groupe parlementaire ». La direction du groupe LFI reproche à cette insoumise de la première heure d'avoir diffusé des « fausses informations dans la presse à propos du groupe ou de ses membres », d'avoir « mis en cause et dénigré [*de façon*] ad hominem » plusieurs de ses collègues et d'avoir « pris à partie des salariés du groupe parlementaire », notamment par des « insultes » contre des collaborateurs d'un député, confiait un dirigeant Insoumis il y a quelques jours.

L'intéressée raille une « Cour pénale insoumise »

Une sanction vécue comme une « humiliation » par la principale intéressée, qui a ciblé la direction de LFI dans un long message au milieu de la nuit, raillant une « Cour pénale Insoumise ». « J'ai osé dénoncer la communication masculiniste d'Adrien Quatennens orchestrée par Sophia Chikirou et soutenue par Jean-Luc Mélenprout », « j'ai défendu l'unité de la Nupes, du mouvement syndical, et de LFI pendant le grand mouvement des retraites alors que la direction de La France insoumise ne faisait que cliver », a-t-elle souligné.



« Je suis en colère, j'ai honte de voir cette évolution du projet politique auquel j'ai consacré trente ans de ma vie », termine-t-elle. Depuis de long mois, la tension montait entre Raquel Garrido et le premier cercle de Jean-Luc Mélenprout. Celle-ci a multiplié les critiques sur la démocratie interne du mouvement et les prises de bec avec Mélenprout. Le tribun a exprimé à plusieurs reprises la volonté qu'elle « quitte » LFI. Tout comme ses proches. « Je veux qu'elle dégage », assénait encore il y a quelques semaines un cadre Insoumis auprès du Parisien.

« Le parti ne se renforce pas en s'épurant »

Cette décision a suscité l'émoi d'une partie des députés de LFI, souvent qualifiés de « frondeurs » à la ligne de « conflictualité » portée par Jean-Luc Mélenprout. [Clémentine Autain, autre figure dissidente de LFI](#), s'est dite « atterrée » par cette sanction mardi matin, sur France Inter. Détournant une célèbre maxime révolutionnaire, elle lance : « Le parti ne se renforce pas en s'épurant. La logique qui sous-tend tout cela, c'est l'idée que le clan irait avant le mouvement », en référence à Jean-Luc Mélenprout et ses proches.

Et de citer la députée Danièle Obono « qui a pu tenir des propos sur le Hamas qui ne sont pas en correspondance avec la position du groupe » ou des déclarations polémiques rapportées de Sophia Chikirou : celles-ci « méritaient, me semble-t-il, au moins d'être

entendues pour qu'elles puissent s'expliquer devant nous. Tout cela n'a pas été fait. »

Newsletter Politique

Nos analyses et indiscretions sur le pouvoir



[S'inscrire à la newsletter](#)

[Toutes les newsletters](#)

La députée de Paris Danielle Simonnet, autre historique du mélenchonisme, a dénoncé une sanction « honteuse ». « Une sanction disciplinaire pour régler des désaccords politiques ? Et la même que contre celui qui a été condamné pour violences conjugales ? », s'est-elle étranglée en visant [Adrien Quatennens](#). « Insoumis.es n'acceptez pas cela ! », a-t-elle lancé à l'adresse des militants.

Des critiques relayées dans la Nupes

Ces élues ont ensuite été rejointes dans la matinée par Alexis Corbière, député LFI et ex-lieutenant de Jean-Luc Mélenprout, lui aussi en froid avec l'Insoumis. « Au sein d'un mouvement qui veut rassembler une majorité populaire, on ne règle pas les désaccords stratégiques et politiques par des sanctions administratives infondées » a-t-il critiqué, témoignant sa « solidarité » à sa compagne.

Dans un long message, le député François Ruffin, lui aussi en divergence stratégique avec la direction de LFI, s'est indigné d'une telle procédure, jugée opaque. « Pourquoi quatre mois et pas deux, ou six, contre Raquel Garrido ? Quel obscur alinéa de quel règlement inconnu décide de cela ? À défaut de pouvoir débattre ensemble, la direction de mon groupe parlementaire pourrait-elle nous fournir la grille tarifaire en cas de divergence politique ? », a-t-il interrogé. Et de constater, las : « Raquel Garrido est en désaccord sur l'absence de démocratie dans la France insoumise. Et comment notre mouvement, qui prône la VI^e République, lui répond ? Non par un débat, mais par une sanction. »

Des critiques relayées et appuyées au sein de ce qu'il reste de la Nupes. Quatre mois ? « Comme un auteur de violences conjugales ?



Ville, code postal...



0

75 · Paris

91 · Essonne

92 · Hauts-de-Seine

93 · Seine-Saint-Denis

94 · Val-de-Marne

95 · Val-d'Oise

77 · Seine-et-Marne

78 · Yvelines

60 · Oise

Toutes les actualités locales

Les commentaires sont soumis à une modération avant publication. Ils seront publiés dans leur intégralité ou supprimés s'ils sont jugés non conformes à [la charte](#).

Veillez vous [connecter](#) ou [créer un compte](#) pour pouvoir commenter cet article.

Politique



« Humiliée » et « en colère », Raquel Garrido mise en retrait 4 mois du groupe LFI à l'Assemblée



Loi immigration : le Sénat vote l'instauration de « quotas » et durcit le regroupement familial



Anne Hidalgo à Tahiti : après la cacophonie, les explications P



Un 11 Novembre exceptionnel P



« C'est devenu la mère des batailles » : le projet de loi immigration au Sénat, l'exécutif au pied du mur P



Maladresse ou mauvaise stratégie ? Les choix d'Olivier Faure interrogés au PS P



Courtisé pour les européennes, Jean Lassalle prépare son come-back : « Je suis encore dans la course » P



Rencontre de Saint-Denis : « Ce sera sans moi », répond le socialiste Olivier Faure à Emmanuel Maprouit